- MAISON D'ARRÊT DE NIORT -

INTERSYNDICALE
FUSION DES GRADES

Madame la Directrice,

Au nom des personnels et des représentants FO-UFAP-SPS-CGT de la Maison d'arrêt de Niort, nous vous informons que la colère règne au sein de l'établissement quant aux annonces du Garde des Sceaux concernant la fusion des grades et la politique carcérale menée par la Direction de l'Administration Pénitentiaire.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient direz-vous ! Mais le sentiment d'être pris pour des ânes reste prégnant. Déjà, décembre 2020 voyait le ministre de la justice visiter le tribunal de Niort à défaut de rencontrer un personnel abandonné en pleins travaux trois années durant. Il aurait sans doute pu se rendre à l'Asinerie du baudet du Poitou et se faire une image de ce que nous sommes pour lui et l'administration pénitentiaire. Certes, pas aussi puissant qu'un grand établissement à peser dans les débats mais ô combien robuste et essentiel, étant la seule prison des Deux-Sèvres.

Si août 2021 voyait le ministre de l'économie affirmer que "le message était clair à mettre fin au quoiqu'il en coûte" et logiquement enterrer les revendications salariales légitimes des personnels, il tranche néanmoins avec les récentes annonces et l'attribution d'une subvention téléphonie covid de 30 euros ou la gratuité de la télévision pour la population pénale.

Une initiative étrangement similaire à celle de mars 2020 (exit les millions d'euros d'indigence) à l'aune de revendications salariales et une époque où le surveillant était déjà considéré comme un agent "gréviste et surpayé". Pour rappel à la fonction, le surveillant manifeste sur son temps de repos quand il n'est pas rappelé.

Nous laissons le soin aux notables de juger le terme "surpayé" quand la valeur du point d'indice de la fonction publique est gelée depuis 2010 dans un contexte inflationniste. **Apparemment, la population pénale ne connait pas la crise".**

Pour les hauts comptables qui résonnent en terme de milliards, ces cadeaux se résumant à quelques millions d'euros sont **un affront pour notre profession quand on constate l'ordre des priorités d'un gouvernement qui, manifestement, aime provoquer les surveillants mais dans le même temps capitule devant les détenus.**

Dans un contexte de surpopulation carcérale et de contaminations jamais atteintes dans les Deux-Sèvres, comme partout en France, la revalorisation salariale, en plus d'être primordiale, serait une juste reconnaissance pour un métier en perdition dont la fuite en avant était annoncée.

A l'image du volte-face de la Ministre de la fonction publique qui renvoie la question d'une négociation sur les rémunérations et les carrières à un prochain quiquennat, **cette politique est mensongère, chaotique, arbitraire et sans aucune vision à long terme.**

Si la priorité est à l'amélioration des conditions de détention des détenus, celà passera inévitablement par l'amélioration des conditions de travail des agents, à commencer par l'indémnitaire, le statutaire puis par une véritable réforme du rythme de travail tant espérée mais totalement délaissée.

N'en déplaise aux gouvernants ou délateurs qui s'adonnent à ce jeu de dupes consistant à renvoyer les syndicats à leurs querelles de clocher afin de mettre un terme aux revendications et prendre ainsi le pouls des prisons.

CETTE POLITIQUE NE FAIT QUE TUER LA PROFESSION!!!

Et pour celles et ceux qui trouveraient à redire sur ce tract, si les prisons demeurent relativement calmes en cette longue période de covid qui tend à perdurer, c'est aussi et surtout grâce au travail et à la "solidarité" des surveillants de terrain.

Les personnels de la Maison d'arrêt de Niort, le 02 février 2022.